

## Que disent de la guerre en Iran les syndicats du monde entier ?



Un mois s'est écoulé depuis le lancement des attaques menées par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Au cours de cette période, près de deux mille civil.es ont perdu la vie et plus de 82 000 unités résidentielles et commerciales ont été prises pour cible.

Les zones industrielles, ainsi que de grandes installations stratégiques, n'ont pas été épargnées. Parmi elles figurent les aciéries du Khouzistan et d'Ispahan, le champ gazier de Pars Sud à Assalouyeh, ainsi que de nombreux sites industriels à travers le pays. Les bombardements de Washington et de Tel-Aviv ont également frappé de plein fouet le monde du travail : des dizaines de salarié.es ont, à ce jour, été tué.es ou blessé.es.

Comme en France, de nombreuses organisations syndicales ont publié, depuis le début des attaques contre l'Iran, des déclarations pour dénoncer cette guerre et en exiger l'arrêt immédiat.

Dans ce qui suit, nous présentons des déclarations émanant de structures syndicales internationales, ainsi que d'organisations basées aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Afrique du Sud et en Australie.



### Confédération syndicale internationale (CSI- ITUC) — 2 mars 2026

Cette confédération a fermement condamné les bombardements « irresponsables et illégaux » menés contre l'Iran par Israël et les États-Unis, les qualifiant de violation du droit international et de facteur de destruction de la diplomatie. Par cette prise de position, elle désigne clairement les États-Unis et Israël comme les initiateurs de l'agression militaire.

L'ITUC met en garde contre le risque d'un embrasement régional aux conséquences étendues et dévastatrices. Dans le même temps, elle appelle à l'arrêt immédiat des opérations, à l'instauration d'un cessez-le-feu et à un retour aux négociations. Elle souligne enfin que la poursuite de la guerre entraînera de graves répercussions économiques et sociales, dont les travailleurs, les civils et les populations les plus vulnérables paieront le prix le plus lourd.



### Confédération européenne des syndicats (CES-ETUC) — 11 mars 2026

Cette confédération qualifie l'attaque militaire unilatérale menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, ainsi que la riposte iranienne, de « violation grave de l'ordre international fondé sur des règles

». L'ETUC critique cette escalade militaire, soulignant que de telles actions contreviennent au droit international et accroissent le risque d'un élargissement du conflit.

Dans le même temps, elle inscrit à la fois l'offensive initiale des États-Unis et d'Israël et la riposte de l'Iran dans un cycle d'escalade de la violence. Elle appelle à un arrêt immédiat des hostilités et à un retour à une solution politique, tout en avertissant que les travailleurs/euses, les civil.es et les populations les plus vulnérables seront les premier.es à en subir les conséquences.



### **Congrès des syndicats britanniques (TUC) — 2 mars 2026**

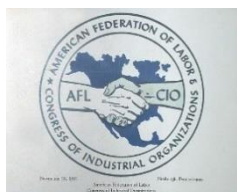
Cette organisation condamne « l'escalade dangereuse des actions militaires » et affirme que celle-ci fait suite à des attaques initiées par les États-Unis et Israël, lesquelles « violent le droit international et affaiblissent la diplomatie ».

Dans cette déclaration, les États-Unis et Israël sont ainsi présentés, de facto, comme les initiateurs de l'escalade du conflit, dont la légitimité est, par conséquent, mise en cause sur le plan juridique.

Le TUC souligne également que le recours à la force en l'absence d'une autorisation explicite des Nations unies constitue une violation des principes fondamentaux de la Charte des Nations unies. Selon lui, cette dynamique alimente le cycle de la violence et accroît le risque d'un conflit plus large.

Dans le même temps, l'organisation condamne les actions militaires de l'ensemble des principaux acteurs — les États-Unis, Israël et l'Iran — dès lors qu'elles entraînent des violations de la souveraineté des États et causent la mort de civil.es. Le communiqué décrit la guerre comme un processus mettant en péril la vie des populations civiles, menaçant la stabilité régionale et susceptible de dégénérer en un conflit de grande ampleur aux conséquences catastrophiques. Il mentionne explicitement la mort de civil.es, y compris d'enfants.

Enfin, le TUC appelle à un arrêt immédiat des hostilités, à un retour à la diplomatie et au respect du droit international, tout en soulignant que les travailleurs et les civils sont les premières victimes de cette guerre.



### **Fédération américaine du travail - Congrès des organisations industrielles (AFL- CIO) — 6 mars 2026**

Cette centrale syndicale des États-Unis, qui compte 15 millions de membres, a appelé à la fin de la guerre et à une désescalade immédiate de la part de toutes les parties, en évoquant les attaques américaines et israéliennes contre l'Iran ainsi que l'intensification des tensions dans la région.

Dans ce communiqué, il est fait implicitement référence au déclenchement des hostilités par les États-Unis et Israël, mais l'accent est surtout mis sur la nécessité de contenir l'escalade du conflit, sans qualifier explicitement ces actions d'« illégales » ou d'« agression ».

L'AFL-CIO souligne l'importance de respecter pleinement le droit international, la Charte des Nations unies et la Constitution des États-Unis, insistant en particulier sur le fait que toute action militaire doit recevoir l'autorisation du Congrès, sans quoi sa légitimité est remise en question.

Dans cette déclaration, la guerre est présentée comme un processus menaçant la sécurité régionale et mondiale, mettant en péril la vie des travailleurs et des forces engagées sur les lignes de front. L'organisation souligne également que ses répercussions s'étendent à la stabilité économique et à la sécurité internationale.

En conclusion, l'AFL-CIO appelle à la fin du conflit, au retour à la diplomatie, à un engagement renouvelé en faveur du désarmement nucléaire, ainsi qu'à la protection des droits des travailleurs et des libertés fondamentales.



### **La Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (SAFTU) — 3 mars 2026**

Cette fédération condamne fermement « l'agression et l'attaque militaire des États-Unis et d'Israël contre l'Iran », qu'elle considère comme relevant d'un agenda impérialiste et d'un projet de « changement de régime ». Les États-Unis et Israël y sont donc présentés de facto comme les initiateurs de la guerre et de l'agression.

Le communiqué décrit la guerre non seulement comme illégitime, mais aussi comme la continuité d'un modèle d'interventions passées — de l'Irak à la Libye et à la Syrie — qui a systématiquement entraîné destruction, instabilité et souffrance pour les populations civiles. La SAFTU souligne que ce conflit et les projets de « changement de régime » provoquent la destruction des infrastructures, l'aggravation de la pauvreté, la réduction de l'espace démocratique et l'affaiblissement de l'organisation des travailleurs, sans aucun lien avec l'amélioration des droits des travailleurs.

La déclaration précise que la classe ouvrière et les couches les plus pauvres paient le tribut le plus lourd de la guerre — tant sur le plan économique que sur les plans social et politique.

Parallèlement, la fédération insiste sur le fait que s'opposer à une agression extérieure ne signifie pas fermer les yeux sur la répression interne, et elle défend le droit des travailleurs iraniens à une organisation indépendante et à la liberté syndicale.

Dans l'ensemble, la SAFTU qualifie la guerre d'impérialiste et destructrice, contraire aux intérêts des travailleurs, et appelle à la cessation immédiate de toute intervention militaire, au rejet des politiques de changement de régime et à la solidarité internationale des travailleurs.



### **Union des travailleurs et travailleuses des services publics du Canada (CUPE-SCFP) — 3 mars 2026**

Ce syndicat condamne explicitement les attaques des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, qu'il considère comme un facteur aggravant l'escalade du conflit au Moyen-Orient. Le communiqué souligne que la guerre et l'intensification des violences auront de vastes répercussions sur la paix et

la sécurité, tant régionales que mondiales, et décrit la spirale d'attaques et de représailles comme un facteur d'aggravation de la crise et d'augmentation des pertes humaines.

Le SCFP-CUPE dénonce particulièrement le massacre de civil.es, incluant plus de 150 élèves et des membres du personnel éducatif à Minab, qualifiant cet acte de « crime inimaginable et injustifiable » et de violation grave du droit humanitaire international. Le communiqué avertit également que la poursuite de la guerre entraînera la destruction accrue d'infrastructures essentielles — écoles, hôpitaux et services publics — et que les travailleurs/euses et les civil.es en subiront les conséquences les plus lourdes.